Mathilde Ollivier
SÉNATRICE DES FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Lettre d'information

octobre 2024

Le budget 2025 met plus que jamais en lumière deux visions opposées de la fiscalité

Les négociations en cours sur le budget 2025 de l'État sont tendues, et la bataille est âpre. L'exécutif envisage une réduction de 60 milliards d'euros dans le budget 2025, dont 40 milliards en diminution des dépenses et 20 milliards en hausses d'impôts.

Dans ces négociations au Parlement, **deux visions s'opposent**.

D'abord, celle du Nouveau Front Populaire, qui souhaite faire contribuer davantage les ultra-riches, et cherche à réaliser des économies et des recettes **là où cela impacterait le moins les Françaises et Français les plus modestes.**

Cette vision comprend notamment la pérennisation de la hausse de la contribution exceptionnelle sur les plus hauts revenus ; une « taxe Zucman », du nom de l'économiste français Gabriel Zucman, qui l'a conçue comme un impôt sur les milliardaires, visant à taxer à hauteur de 2% la fraction du patrimoine supérieure à un milliard d'euros. Nous préconisons également le rétablissement progressif de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour celles qui réalisent plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires, ainsi qu'une taxe de 10% sur les dividendes des entreprises du CAC 40.

À l'inverse, le projet de la majorité présidentielle, soutenu par les voix de la droite et de l'extrême droite, **impose de nouvelles coupes dans les services publics** (plus de 3 000 postes supprimés dans la fonction publique, suppression de 4 000 postes d'enseignant•es dans l'Éducation nationale, etc.), déjà exsangues. Sans compter, par exemple, les dotations aux collectivités territoriales, largement revues à la baisse, avec une ponction de 5 milliards d'euros annoncée par le gouvernement, et que le RN souhaite réduire de 1,3 milliard d'euros supplémentaire !

Ces réductions n'épargnent pas les Françaises et Français de l'étranger.

En effet, le programme 151, colonne vertébrale du soutien aux Françaises et Français de l'étranger et à l'administration consulaire, voit ses crédits diminuer de 7,8%. Dans le détail, c'est la douche froide : les affaires sociales sont amputées de 1,6 million d'euros ; l'éducation dans le réseau AEFE est en berne, avec des bourses scolaires réduites de 5,5% ; quant au très médiatisé "Pass Éducation de langue française", il disparaît avant même d'avoir fait ses preuves. Et que dire du programme 185 "Diplomatie culturelle et d'influence" ? C'est la bérézina, avec une chute vertigineuse de 6,2%, soit 45 millions d'euros de moins par rapport à 2024. **L'AEFE, fer de lance de l'enseignement français à l'étranger, voit sa dotation diminuer de 14 millions d'euros.**

La réduction du déficit public ne doit pas se faire au détriment des services publics. Ces coupes appauvrissent nos compatriotes, fragilisent nos systèmes scolaires et de santé, notre réseau consulaire, et - in fine - notre pays. **En France, elles renforcent une inégalité territoriale entre des zones urbaines bien dotées et des zones péri-urbaines et rurales désertées.**

Nous ne pouvons accepter cette vision.

Nous la combattrons et nous la confronterons, nous, élu•es écologistes et de gauche, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat !

Consultez l'article complet sur le budget 2025 sur mon site internet

FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

À l'heure d'écrire ces lignes, les inondations dans le sud-est de l'Espagne ont fait des dizaines de morts. Toutes mes pensées vont aux proches des victimes ainsi qu'aux habitantes et habitants. Présente à Valence en mai dernier, j'apporte toute ma solidarité à l'ensemble des ressortissantes et ressortissants français sur place.

L'inaction est punitive, pas l'écologie.

1/ Focus Assemblée des Français de l'étranger

L'Assemblée des Français de l'Étranger (AFE) s'est réunie du 14 au 18 octobre à Paris.

L'AFE est **l'une des instances représentatives des trois millions de Françaises et Français vivant hors de France**. Elle est composée de 90 conseillers et conseillères élu·es pour 6 ans. L'AFE se réunit au moins deux fois par an en session plénière et organise ses travaux au sein de 6 commissions spécialisées.

Lors de cette session, l'Assemblée a notamment auditionné Anne-Gaëlle Baudouin, directrice générale de France Titres, un établissement public opérateur du ministère de l'Intérieur, chargé des démarches administratives liées aux permis, cartes grises, cartes d'identité et passeports. La commission des lois, pour sa part, a auditionné plusieurs parlementaires représentant les Françaises et Français de l'étranger sur divers thèmes, notamment les élections, les certificats de nationalité française (CNF) et les successions internationales.

Cliquez ici pour lire le compte rendu

Photo de groupe de l'AFE

Photo de groupe des élu•es de gauche

2/ Mon intervention sur les détachements à l'étranger des enseignant•es lors de l'audition d'Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale

Lors de l'audition d'Anne Genetet, j'ai rappelé mon opposition au bornage des détachements dans l'enseignement français à l'étranger. Les syndicats et les élu·es représentant les Françaises et Français de l'étranger ont à de multiples reprises alerté sur le risque de limiter les détachements à 6 ans dans l'enseignement français à l'étranger. Les ministres successifs ont fermé les yeux. **Aujourd'hui, c'est confirmé : le bornage est un échec cuisant.** J'ai donc demandé à Mme Genetet, ministre de l'Éducation nationale, si elle envisageait de supprimer cette mesure plutôt que de simplement l'aménager.

Commission de LA CULTURE
SÉNAT
AUDITION D'ANNE GENETET, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DERNIÈRES ACTUALITÉS

HÉRITAGE DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Notre courrier à Gil Avérous, Ministre des Sports

Avec des parlementaires écologistes du Sénat et du Groupe écologiste et social à l'Assemblée nationale, nous avons envoyé un courrier au ministre Gil Avérous pour demander une loi de programmation pour le sport en héritage des Jeux. **Cette loi doit permettre de transformer les engagements des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 en actions concrètes** pour le développement du sport dans nos territoires, afin que les clubs et associations sportives puissent en bénéficier pleinement.

Lisez le courrier

Retour sur le dispositif des 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école

Expérimenté depuis 2020, le programme des 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école a été généralisé à l'ensemble des établissements scolaires à la rentrée de septembre 2022.

Cette mesure reste, malheureusement, la seule politique sportive d'héritage des Jeux visant à lutter contre la sédentarité des enfants à ce jour. Un rapport sénatorial, mené par les sénatrices Béatrice Gosselin et Laure Darcos, souligne par ailleurs de nombreux dysfonctionnements dans la mise en œuvre de ce dispositif.

Il est important de noter que seulement 42% des écoles appliquent effectivement le programme, malgré les nombreuses déclarations du président de la République et du précédent gouvernement.

Lisez la question écrite

***

AUDITION D'ANNE GENETET, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Mon intervention sur la suppression des 4 000 postes d'enseignant•es

Mardi 22 octobre, la commission de la culture a auditionné au Sénat Anne Genetet, ministre de l'Éducation nationale. Je l'ai notamment interrogée sur la suppression de 4 000 postes d'enseignantes et enseignants : **le gouvernement a-t-il abandonné l'objectif de réduction du nombre d'élèves par classe ?** Réponse d'Anne Genetet : « *La suppression de 4 000 postes est d'une grande complexité.* » Une réponse qui risque de laisser le personnel enseignant, les parents et les élèves dans l'incertitude…

Commission de LA CULTURE
SÉNAT
AUDITION D'ANNE GENETET, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

***

DÉBAT SUR L'INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

Mon intervention quant aux excès de C8 et CNews

Nous avons débattu en hémicycle sur la proposition relative à l'indépendance des médias. J'ai pris la parole pour rappeler l'importance de renforcer les pouvoirs de sanction de l'ARCOM. C8, CNews… trop d'excès, trop d'abus de la part de certaines chaînes face à leurs obligations. **Pour la santé de notre vie démocratique et pour la cohésion nationale, il est indispensable de légiférer.**

***

DÉBAT PRÉ-CONSEIL EUROPÉEN

Mon intervention sur la situation au Moyen-Orient

Avant la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre, qui rassemblait les chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles, nous avons débattu de ce sujet au Sénat. Je suis notamment revenue sur **la crise au Moyen-Orient** et ai demandé au ministre d'agir en faveur de la suspension de l'accord d'association UE-Israël.

Mon déplacement ... à Lille !

07 octobre I Lille, France

Une fois n'est pas coutume, le déplacement que j'ai effectué ce mois-ci était en France ! Huit ans après y avoir fait mes études, je suis en effet retournée à Lille.

J'ai entamé cette journée par **une rencontre avec Mélissa Camara**, conseillère municipale et récemment élue députée écologiste au Parlement européen. Nous avons échangé sur les liens entre le Sénat et le Parlement européen, notamment à travers nos travaux en commission des affaires européennes, dont je suis vice-présidente. Nous avons également discuté de nos combats communs, parmi lesquels la protection des océans.

J'ai ensuite déjeuné avec les élu·es municipaux, métropolitains et départementaux pour aborder les enjeux locaux, notamment **la baisse des moyens des collectivités**. Nous avons également évoqué les sujets liés au sport, une thématique que je défends au Sénat.

L'après-midi s'est déroulé à **Sciences Po Lille**, où j'ai commencé par un échange particulièrement enrichissant avec les **étudiantes et étudiants de la filière franco-allemande**, et j'ai terminé par une conférence organisée avec les associations étudiantes l'Arène et la Ruche, sur mes travaux au Sénat, mon parcours et mon retour d'expérience en tant que jeune élue.

J'ai également pu m'entretenir avec Étienne Peyrat, directeur de Sciences Po Lille, sur l'enseignement supérieur, la recherche et le fonctionnement de l'école. C'était l'occasion de rappeler notre attachement à **la liberté académique et à la liberté d'expression des étudiantes et étudiants**.

Cette journée s'est terminée au local des militantes et militants écologistes de Lille. Nous avons discuté du travail du groupe écologiste au Sénat et des combats que nous menons dans l'hémicycle. Quelle joie de voir un groupe local autant renforcé depuis les dernières législatives!

Encore merci, Lille, pour l'accueil !

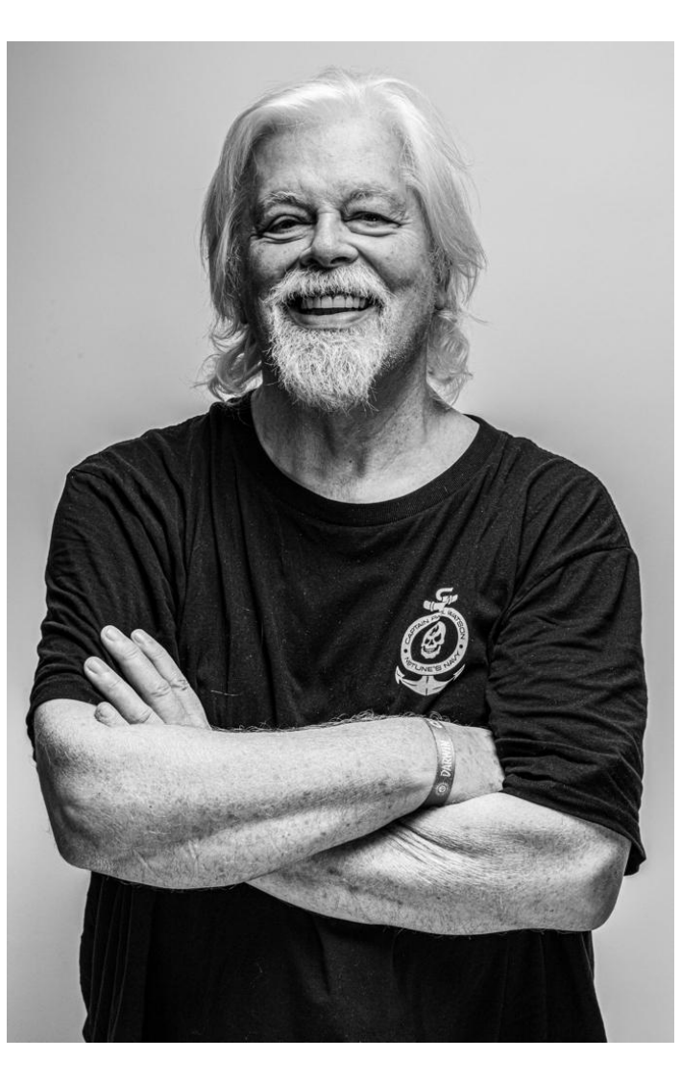
APPEL À L'ACTION

Libérez Paul Watson !

Paul Watson restera en prison au moins jusqu'au 13 novembre : c'est la décision rendue par les autorités danoises fin octobre. Son extradition vers le Japon est donc toujours possible, **un pays où il risquerait sa vie.**

La mobilisation doit se poursuivre. Il est essentiel que la France lui accorde la nationalité française et assure sa protection.

Soutenez Paul Watson



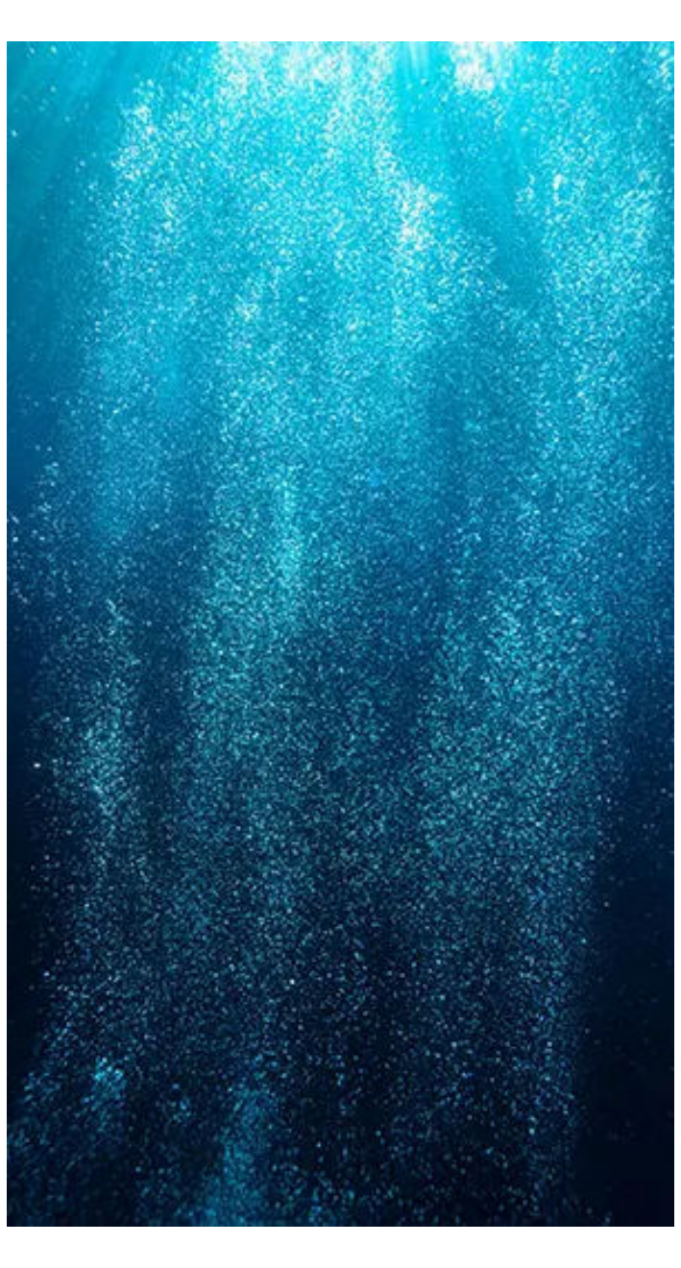
Exploitation des fonds marins : c'est toujours non !

Il y a urgence. Le gouvernement norvégien, qui négocie actuellement son budget 2025, souhaite permettre la délivrance de licences d'exploitation minière des fonds marins à des entreprises dès le printemps 2025.

Les autorités norvégiennes s'obstinent, alors que l'exploitation des fonds marins pourrait causer des dégâts irrémédiables à un écosystème qui nous est, encore aujourd'hui, presque inconnu.

Je reviendrai prochainement sur ce sujet.

Soutenez la campagne



DANS LA PRESSE

TRIBUNE - Alerte rouge sur le budget 2025 pour les Français de l'étranger I Le Petit Journal

Mathilde Ollivier : “Nous devons garder une politique consulaire forte” I Le Petit Journal

Cliquez ici pour vous désinscrire

Mathilde Ollivier
Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger
15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06